



ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE  
FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

# RAPPORT ANNUEL 2024

06 BP 321 Abidjan 06  
+225 27 22 52 79 40  
[info@adfi-ci.org](mailto:info@adfi-ci.org)  
[www.adfi-ci.org](http://www.adfi-ci.org)





Parc des expositions d'Abidjan, Côte d'Ivoire

# Sommaire

<b>ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT (AIAFD)</b>	5
Philosophie d'entreprise	
<i>Vision</i>	
<i>Mission</i>	
Activités	
Gouvernance	
Proposition de valeur	
Catégories de membres	
<b>BILAN SOCIO-ÉCONOMIQUE DE 2024 ET PRÉVISIONS POUR 2025</b>	9
L'économie mondiale en 2024	
L'économie africaine en 2024	
<i>Afrique du Nord</i>	
<i>Afrique centrale</i>	
<i>Afrique australe</i>	
<i>Afrique de l'Ouest</i>	
<i>Afrique de l'Est</i>	
Prévisions économiques et recommandations politiques pour 2025	
Recommandations politiques pour 2025	
<b>ACTIVITÉS DE L'AIAFD EN 2024</b>	15
Communication et coopération	
<i>Communication</i>	
<i>Coopération</i>	
Activités de renforcement des capacités	21
<i>Activités de renforcement des capacités 2024</i>	
<i>Tendance des activités de renforcement des capacités de l'AIAFD</i>	
<i>Appui reçu pour la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités 2024</i>	
<i>Contribution de l'AIAFD au développement communautaire en Côte d'Ivoire – Acquisition de compétences et connaissances</i>	
Activités statutaires	24
<i>50<sup>e</sup> Assemblée générale ordinaire (AGO)</i>	
<i>Atelier annuel 2024</i>	
<i>Forum des DG des IFD africaines 2024</i>	
<i>Conseil d'administration</i>	
<i>Secrétariat général</i>	
<b>MISSIONS</b>	28
Missions du président	
Missions du secrétaire général	
<b>NOUVEAUX MEMBRES</b>	28

# Message du Président

## M. Thabo Thamane

Président de l'AIAFD et directeur général de Citizen Entrepreneurial Development Agency (CEDA), Botswana,

lors de la 50<sup>e</sup> assemblée générale ordinaire de l'AIAFD, le 27 mai 2024, à Nairobi, au Kenya

Kenyatta International Conference Center (KICC), Kenya  
Tente 2 / Mombassa. KICC, Nairobi

### PREMIÈRE PARTIE : SÉANCE D'OUVERTURE

- Honorable Simon Chelugui, secrétaire de Cabinet chargé des coopératives et développement des MPME de la République du Kenya,
- M. Solomon Quaynor, vice-président du secteur privé, de l'infrastructure et l'industrialisation de la BAD,
- M. Adama Mariko, secrétaire général de l'initiative Finance en commun (FiCS) et directeur exécutif adjoint chargé de la mobilisation, du partenariat et de la communication de l'Agence Française de Développement (AFD),
- M. George Kubai, directeur général d'Agricultural Finance Corporation (AFC), Kenya
- Madame la directrice générale de Kenya Development Corporation (KDC) et monsieur le directeur général de Kenya Industrial Estates (KIE),
- Chers (chères) membres du Conseil d'administration de l'AIAFD,
- Chers (chères) collègues et partenaires,
- Distingué(e)s délégué(e)s,

Mesdames et messieurs,

1. Bienvenue à la 50<sup>e</sup> Assemblée générale ordinaire (AGO) de l'AIAFD. Il y a quelques heures, nous avons conclu notre Atelier annuel. Les échanges ont été très fructueux, et nous nous sommes engagés à suivre les recommandations issues de ces discussions.

2. Nous remercions encore une fois le Gouvernement de la République du Kenya et l'Honorable Simon Chelugui, secrétaire du Cabinet chargé du Développement des Coopératives et des PME, pour avoir honoré notre invitation en procédant à l'ouverture officielle de cette Assemblée générale.

3. Veuillez transmettre nos salutations chaleureuses et notre reconnaissance à Son Excellence, le président de la République.

4. Nous exprimons également notre gratitude à M. Solomon Quaynor, vice-président du secteur privé, de l'infrastructure et l'industrialisation de la BAD, pour sa présence ainsi que pour le partenariat et le soutien que la Banque apporte à l'AIAFD et à ses institutions membres.

5. Nous sommes heureux de compter parmi nous aujourd'hui M. Adama Mariko, secrétaire général de l'initiative Finance en commun (FiCS) et directeur exécutif adjoint chargé de la mobilisation, du partenariat et de la communication de l'AFD. Nous apprécions le soutien de l'AFD et l'élan que le FiCS suscite dans le cercle mondial du financement du développement.

6. Nos institutions co-organisatrices kenyanes (KDC, AFC et KIE) ont rendu notre rencontre agréable. Leur hospitalité a été remarquable, confirmant le statut du Kenya comme l'une des principales destinations touristiques mondiales.

Mesdames et messieurs,

Distingué(e)s collègues,

7. L'Assemblée générale de l'AIAFD est une occasion de faire le bilan de l'année écoulée et d'examiner les perspectives pour l'avenir.

8. Depuis sa création en 1975 sous les auspices de la Banque africaine de développement (BAD), votre association, l'AIAFD, a franchi de



nombreuses étapes importantes. Elle a constamment servi la communauté des institutions de financement du développement (IFD) en promouvant et en renforçant la coopération entre les IFD opérant en Afrique et sur d'autres continents, tout en encourageant l'intégration économique dans les régions africaines. Avec plus de quatre-vingts institutions membres, l'AIAFD s'est transformée en une communauté unifiée pour le financement du développement en Afrique. L'année prochaine, en 2025, nous célébrerons le jubilé d'or de l'Association.

9. Nous invitons donc les institutions de financement du développement et les partenaires intéressés par le développement socio-économique durable en Afrique à nous rejoindre dans la promotion du développement.

10. Dans mon intervention lors de notre Atelier annuel, j'ai réitéré les défis liés au changement climatique et la manière dont d'autres problématiques de développement ont aggravé les problèmes sociaux et économiques sur notre continent. Ces défis ont accru les attentes, rendant notre rôle en tant qu'institutions de financement du développement encore plus exigeant.

11. Notre atelier a souligné que le financement restera un levier essentiel pour les IFD afin de relever ces défis sociétaux. Nous soutenons donc l'appel à rendre l'architecture financière mondiale accessible aux IFD nationales africaines pour soutenir le développement du continent.

12. À moins de six ans de l'échéance des objectifs de l'Agenda 2030, quel sera le sort de l'Afrique lorsque la communauté mondiale du développement fera le bilan des ODD ? Quel sera le sort du continent face à l'aggravation des conditions climatiques ? La communauté internationale du développement et les gouvernements doivent prendre des mesures délibérées impliquant les IFD nationales africaines dans la recherche de solutions pour le développement du continent.

13. En tant qu'association, nous continuerons à veiller à ce que les IFD africaines soient bien gouvernées et durables dans leurs opérations afin d'être attractives pour la collaboration avec les partenaires de développement. Nos efforts dans ce domaine portent déjà leurs fruits.

14. Nous tendons donc la main pour collaborer avec les partenaires de développement, les banques multilatérales et les banques régionales de développement afin de travailler avec les IFD nationales pour faire progresser le développement durable sur le continent. À moins de six ans de l'échéance de 2030, tous les efforts doivent être déployés pour que l'Afrique soit prise en compte lors du bilan des ODD.

15. Merci de nous joindre à nous pour cette séance d'ouverture de l'Assemblée générale.

L'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) est l'organisation fédérative des institutions de financement du développement en Afrique. L'AIAFD a été créé en 1975 sous les auspices de la Banque africaine de développement (BAD), avec pour objectif de stimuler la coopération pour promouvoir et financer le développement durable en Afrique et encourager l'intégration économique sur le continent. L'AIAFD compte actuellement plus de 90 membres, dont des institutions nationales, régionales et multilatérales de financement du développement en Afrique et sur d'autres continents, engagées dans des activités de financement du développement en Afrique. Le siège de l'Association est à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire.

## PHILOSOPHIE D'ENTREPRISE

### VISION

Promouvoir la croissance durable des économies de ses membres à travers des IFD nationales financièrement solides, résilientes et durables.

### MISSION

Fournir des services de pointe aux IFD africaines afin de financer efficacement le développement national et les ODD pour une prospérité partagée sur le continent.

## ACTIVITÉS

L'AIAFD fournit des services innovants pour favoriser la coopération entre les IFD et les parties prenantes, mène régulièrement des programmes de renforcement des capacités pour le développement des compétences professionnelles dans les opérations bancaires et financières, et soutient ses membres dans leurs réformes et transformations. Elle mène également des recherches et des études pour soutenir le plaidoyer en faveur de ses membres et la gestion des politiques. Ces activités visent à garantir que les IFD sont solides, stables et résilientes pour promouvoir le développement durable.

## GOUVERNANCE

L'Assemblée générale, le Conseil d'administration, et le Secrétariat général.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale comprend tous les membres de l'Association. Elle est l'organe suprême chargé de définir les politiques, les règlements et les autres dispositions nécessaires, conformément à ses Statuts et à son Règlement intérieur. L'Assemblée générale tient une réunion ordinaire une fois par an et peut convoquer des réunions extraordinaires.

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est responsable de la direction et la supervision du Secrétariat général. Il est composé du Bureau, qui comprend un président et deux vice-présidents, de cinq membres représentant les cinq sous-régions du continent, tel que défini par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ou fixé de temps à autre par l'Assemblée général ordinaire, et d'un membre élu par les membres spéciaux et d'honneur.

### SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Le Secrétariat général est chargé de mettre en œuvre les décisions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale. Il exerce également d'autres fonctions de gestion et d'administration, notamment la mise en œuvre de la stratégie approuvée, la gestion quotidienne de l'Association, la convocation des réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale, ainsi que la conduite d'activités de renforcement des capacités et d'autres initiatives.

## PROPOSITION DE VALEUR



## CATÉGORIES DE MEMBRES

Les membres de l'AIAFD sont classés en quatre catégories :

### MEMBRES ORDINAIRES

les IFD nationales africaines

### MEMBRES SPÉCIAUX

les institutions régionales ou sous-régionales africaines de financement du développement.

### MEMBRES ASSOCIÉS

les institutions africaines impliquées dans la promotion et la coordination du développement socio-économique

### MEMBRES D'HONNEUR

les institutions internationales de financement du développement non africaines.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION



**Président**  
M. Thabo Thamane  
(CEDA, Botswana)



**1<sup>re</sup> Vice-présidente**  
Mme Patricia Ojangole  
(UDBL, Ouganda)



**2<sup>e</sup> Vice-président**  
M. Abdelouahab Boushaba  
(TEF, Maroc)

## REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX



**Afrique centrale**  
M. Bertin M. Tshisekedi  
(FPI, RD Congo)



**Afrique de l'Est**  
M. Frank Nyabundege  
(TADB, Tanzanie)



**Afrique du Nord**  
Mme Houda Ammar Attaya  
(STB, Tunisie)



**Afrique australe**  
M. Dumisani Msibi.  
(FINCORP, Eswatini)



**Afrique de l'Ouest**  
Dr. Olasupo Olusi  
(BOI, Nigeria)

## REPRÉSENTANTS SUPPLÉANTS



**Afrique centrale**  
M. Pierre Mupira  
(FPI, RD Congo)



**Afrique de l'Est**  
Mme Norah Ratemo  
(KDC, Kenya)



**Afrique du Nord**  
Mme Mariem Dkhil  
(GCAM, Maroc)



**Afrique australe**  
Mme Boitumelo Mosako  
(DBSA, Afrique du Sud)



**Afrique de l'Ouest**  
Vacant

## REPRÉSENTANTS DES MEMBRES SPÉCIAUX ET D'HONNEUR



**Représentant**  
Dr. Anthony Ehimore  
(BIDC, Togo)



**Représentant suppléant**  
Vacant



**Secrétaire général**  
M. Cyril A. Okoye

# Bilan socio-économique 2024 et prévisions pour 2025

## L'économie mondiale en 2024

À près plusieurs années marquées par des chocs multiples et répétés, l'économie mondiale a affiché des signes de stabilisation en 2024, contredisant ainsi les prévisions d'une récession à l'échelle planétaire. Les statistiques ont révélé que les économies émergentes ont largement repris le chemin de la croissance, tandis que les pays émergents continuent de se redresser lentement. La désinflation mondiale s'est poursuivie en 2024, avec une baisse de l'inflation, qui est passée d'environ 6,7 % en 2023<sup>1</sup> à 4,5 % en 2024. Le PIB mondial était de 3,1 % en 2024, soit légèrement inférieur à la norme prépandémique de 3,6 % entre 2000 et 2019, et le taux de chômage était de 5,3 %<sup>2</sup> en 2024 (voir figure 1). L'Asie a connu une forte hausse de la demande de semi-conducteurs et d'électronique en 2024, sous l'effet des investissements importants dans l'intelligence artificielle et des avancées technologiques.

En comparaison, les marchés émergents et les économies émergentes du Moyen-Orient et de l'Asie centrale ainsi que de l'Afrique subsaharienne ont été affectés par des perturbations de la production et du transport des matières premières (en particulier le pétrole), des conflits, des troubles civils et des phénomènes météorologiques extrêmes<sup>3</sup>. Les conflits entre Israël et le Hamas, ainsi l'Ukraine et la Russie, ont continué à fragiliser le marché mondial, provoquant des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et une volatilité des prix, particulièrement dans les régions du Sud. Au troisième trimestre 2024, les prix des biens se sont toutefois stabilisés, mais l'inflation des prix des services est restée élevée dans de nombreuses régions, ce qui souligne l'importance de comprendre les dynamiques sectorielles et de calibrer la politique monétaire d'une année sur l'autre.

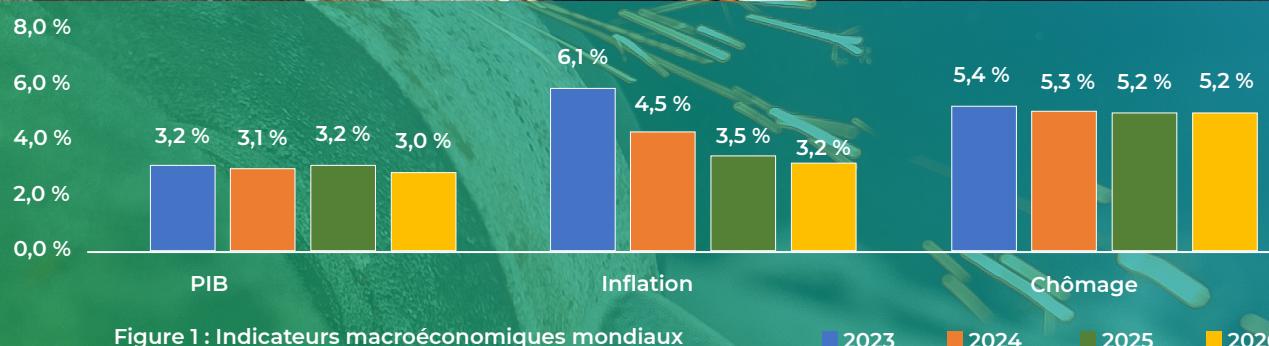


Figure 1 : Indicateurs macroéconomiques mondiaux

Source : Bilan économique de l'AIAFD (2024)

## L'économie africaine en 2024

L'année 2024 a été marquée par une hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie en raison de tensions géopolitiques telles que l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de problèmes climatiques affectant l'agriculture et la production d'énergie, et d'une instabilité politique persistante. La transformation structurelle a progressé à un rythme lent, les économies restant fortement dépendantes, pour leur croissance et la création d'emplois, de secteurs traditionnels à faible productivité, tels que l'agriculture et les services peu qualifiés. Le PIB réel a augmenté pour atteindre 3,7 % en 2024

contre 3,1 % en 2023.<sup>4</sup> Le taux d'inflation en Afrique était d'environ 8,6 % en 2024<sup>5</sup> (voir figure 2). Le Niger (11,2 %), le Sénégal (8,2 %), la Libye (7,9 %), le Rwanda (7,2 %), la Côte d'Ivoire (6,8 %), l'Éthiopie (6,7 %), le Bénin (6,4 %), Djibouti (6,2 %), la Tanzanie (6,1 %), le Togo (6 %) et l'Ouganda (6 %) figurent parmi les 11 premières nations africaines ayant obtenu d'excellentes performances économiques en 2024.

La même année, l'Afrique de l'Ouest a connu de profonds changements économiques et géopolitiques avec la sortie officielle du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO, marquant ainsi un

1 <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2024/10/22/world-economic-outlook-october-2024>

2 <https://kpmg.com/xx/en/our-insights/sector-insights/global-economic-outlook-q3-2024.html>

3 <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2024/10/22/world-economic-outlook-october-2024>

4 <https://www.afdb.org/en/knowledge/publications/african-economic-outlook>

5 [https://media.afreximbank.com/afrexim/Monthly-Development-in-the-African-Macroeconomic-Environment-%E2%80%93-January-2025.pdf#:~:text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.](https://media.afreximbank.com/afrexim/Monthly-Development-in-the-African-Macroeconomic-Environment-%E2%80%93-January-2025.pdf#:~:text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.&text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.)

6 <https://media.afreximbank.com/afrexim/Monthly-Development-in-the-African-Macroeconomic-Environment-%E2%80%93-January-2025.pdf>

7 <https://www.statista.com/statistics/1228533/number-of-people-living-below-the-extreme-poverty-line-in-africa/>

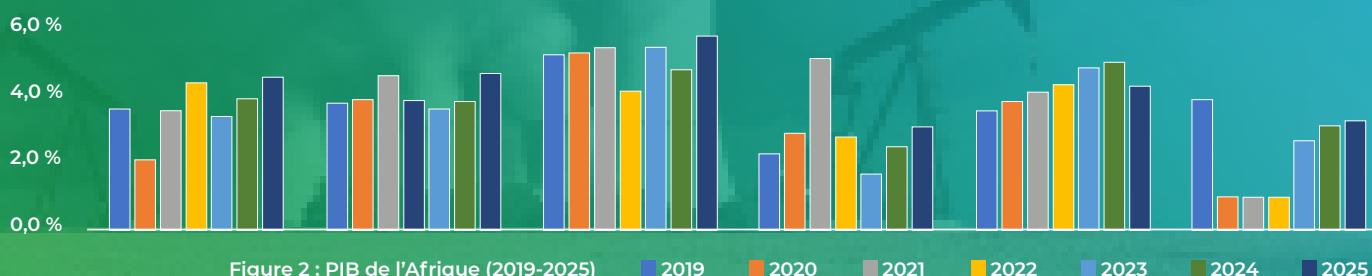
réalignement politique important. Le Nigéria a été confronté à un taux d'inflation élevé de 34,8 %, à la dépréciation du naira et à des propositions de réformes fiscales, tandis que le Ghana a poursuivi la restructuration de sa dette et a bénéficié de l'augmentation de ses exportations d'or. La Côte d'Ivoire, quant à elle, a obtenu 10 milliards de dollars d'investissements dans des champs pétroliers offshore, renforçant ainsi son secteur énergétique. En Afrique de l'Est, l'Éthiopie a lancé sa première bourse de valeurs, signe d'un développement plus profond des marchés financiers en 2024. Par ailleurs, la croissance du PIB de l'Ouganda a atteint 6,0 %, avec une projection ambitieuse de 10,8 % d'ici 2026, portée par l'expansion de la production commerciale de pétrole brut.<sup>6</sup>

En 2024, près de 438,6 millions de personnes en Afrique vivront dans une situation d'extrême pauvreté, définie par un seuil de 2,15 dollars américains par jour. Une part importante de la population rurale sera particulièrement touchée par cette précarité. La pauvreté en Afrique devrait connaître une légère baisse au cours des prochaines années, malgré la croissance continue de la population. Le nombre d'habitants vivant sous le seuil d'extrême pauvreté diminuera pour atteindre environ 426 millions en 2030.<sup>7</sup> Environ 10 à 12 millions de jeunes sont entrés sur le marché du travail en 2024, mais il n'y a eu qu'environ 3 millions d'emplois créés, laissant un grand nombre de jeunes au chômage et sous-employés.<sup>8</sup> Le taux de chômage mondial estimé en 2024 est de 4,9 %, et les taux pour l'Afrique et

l'Afrique de l'Ouest sont respectivement de 6,3 % et de 3,0 %, ce qui est inférieur à celui de 2023. Ces chiffres cachent toutefois une forte prévalence du secteur informel.

Bien qu'il contribue le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, le continent africain reste très vulnérable aux effets du changement climatique.<sup>9</sup> En 2024, l'ouragan Belal a frappé l'île Maurice et privé des milliers de personnes d'électricité. Le cyclone Gamane a dévasté Madagascar, affectant plus de 5 000 foyers et contrignant 20 737 personnes à se déplacer. L'ouragan Hidaya a dévasté les régions côtières du Kenya et de la Tanzanie, soulignant la vulnérabilité de l'Afrique de l'Est face à ces tempêtes de plus en plus violentes. Les cyclones sont souvent précédés de fortes pluies, entraînant des inondations et des glissements de terrain.

En 2024, le Kenya et la République démocratique du Congo (RDC) ont connu des pluies dévastatrices. En RDC, où le conflit est déjà endémique dans l'Est du pays, des torrents de pluie ont détruit des routes et des maisons. Au Sahel, la saison des pluies de juillet à septembre a été marquée par de fortes inondations, notamment au Soudan, au Nigéria, au Niger, au Tchad et au Cameroun. L'année 2024 a marqué une étape importante dans l'évolution des températures mondiales. Selon le Copernicus Climate Change Service, l'année 2024 est entrée dans l'histoire en devenant la première à franchir le seuil de réchauffement global de 1,5 °C.<sup>10</sup>



Source : Bilan économique de l'AIAFD (2023) et de la BAD (2024)

8 <https://www.children.org/global-poverty/global-poverty-facts/africa>

9 <https://www.africanews.com/2024/12/20/africa-in-2024-battling-climate-extremes-and-seeking-global-action/>

10 <https://www.africanews.com/2024/12/20/africa-in-2024-battling-climate-extremes-and-seeking-global-action/>

11 <https://www.worldbank.org/en/region/mena/publication/middle-east-and-north-africa-economic-update-archiveapril2024#:~:text=World%20Bank%20economists%20forecast%20that,at%20similar%20rates%20in%202024.>

12 <https://www.afdb.org/en/documents/north-africa-economic-outlook-2024>

13 <https://www.afdb.org/en/documents/north-africa-economic-outlook-2024>

14 <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/north-africa-economic-outlook-2023-economic-growth-set-reach-46-percent-2023-north-africa-should-make-green-growth-urgent-regional-priority-according-african-development-bank-6341>

15 <https://www.easternafricaassociation.org/eastern-africa-outlook-2024-navigating-growth-inflation-and-fiscal-reforms-against-a-backdrop-of-rising-sovereign-debt-and-geopolitical-challenges/>

16 <https://knowledgehub-sro-na.uneca.org/wp-content/uploads/2024/11/Socioeconomic-profile-SRO-WA-2024-En.pdf>

17 <https://knowledgehub-sro-na.uneca.org/wp-content/uploads/2024/11/Socioeconomic-profile-SRO-WA-2024-En.pdf>

18 <https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2025>

19 <https://www.worldbank.org/en/region/afr/publication/unlocking-forestry-sector-potential-economic-barometer-for-the-central-african-economic-and-monetary-community#:~:text=Modest%20growth%20amidst%20volatile%20commodity%20markets&text=The%20pace%20of%20growth%20remains,build%20resilient%20and%20inclusive%20economies.>

20 <https://www.afdb.org/en/countries/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-economic-outlook#:~:text=Outlook%20and%20risks,2024%20and%203.4%25%20in%202025.>

21 [https://www.sadc.int/sites/default/files/2022-03/Macroeconomic\\_Statistics\\_bulletin\\_final.pdf](https://www.sadc.int/sites/default/files/2022-03/Macroeconomic_Statistics_bulletin_final.pdf)

22 <https://www.statista.com/statistics/1551651/southern-africa-inflation-forecast-by-country/>

## Afrique du Nord

La région Afrique du Nord a enregistré une croissance économique de 2,7 %.<sup>11</sup> Le taux d'inflation, qui s'établissait à environ 8,4 % en 2022, a doublé pour atteindre 17,2 % en 2023, avant de grimper à 20,6 % en 2024. Les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie en Afrique du Nord ont posé des problèmes sociaux en raison de la réduction du pouvoir d'achat des populations vulnérables.<sup>12</sup> L'inflation en Égypte, en Algérie et en Tunisie était respectivement de 33,6 %, 9,3 % et 9,3 % en 2024. La Libye, la Mauritanie et le Maroc ont réussi à maintenir un taux d'inflation relativement faible en 2024. Quant au taux de chômage en Afrique du Nord, il était estimé à 11,15 %,

Le déficit de financement annuel pour réaliser la transformation structurelle en Afrique du Nord est estimé à 104,9 milliards de dollars par an (13,5 % de

son PIB) d'ici 2030. Les besoins de financement de la région sont considérables, en particulier dans le domaine des infrastructures, qui représente plus de 87 % du déficit de financement total, suivi par l'énergie (5,1 %), l'éducation (4 %) et la recherche et le développement (3,3 %). En utilisant l'échéance de 2030, les déficits de financement pour l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie se situent entre 6,1 % et 11 % du PIB. Le déficit des comptes courants de la région est réduit à 0,2 % du PIB en 2024, contre 0,5 % en 2023.<sup>14</sup> En Afrique du Nord, seule la Mauritanie a un taux d'extrême pauvreté supérieur à 10 %, tandis que le taux de pauvreté est inférieur à 2 % dans certains pays et inférieur à 1 % au Maroc, en Tunisie et en Algérie en 2024.



## Afrique de l'Est

En 2024, l'économie de l'Afrique de l'Ouest a fait preuve de résilience et de croissance, les projections indiquant une augmentation du PIB et une légère baisse de l'inflation à 20,3 %, bien que des défis tels que l'insécurité, les problèmes de gouvernance, le stress climatique, l'insécurité alimentaire et les pressions démographiques aient continué à persister. Le taux d'inflation à deux chiffres en Afrique de l'Ouest est largement dû à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, en partie attribuée à la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

L'insécurité en Afrique de l'Ouest a entraîné des pertes en vies humaines, des destructions matérielles

et un manque de confiance de la part des investisseurs nationaux et étrangers, créant ainsi un cercle vicieux de famine et de déplacement qui nécessite une aide humanitaire et menace sérieusement la stabilité socio-économique. Le taux de chômage estimé en 2024 pour l'Afrique de l'Ouest est de 3,0 %. Ces chiffres cachent toutefois une forte prévalence du secteur informel. En 2024, le taux moyen d'emploi informel en Afrique de l'Ouest de 87,3 % est supérieur aux statistiques équivalentes pour l'ensemble de l'Afrique, 83,1 %, et pour le monde, 57,8 %.<sup>15</sup>



## Afrique centrale

En 2024, l'économie de la République centrafricaine connaît une stagnation, avec une croissance prévue du PIB de seulement 0,7 %, principalement en raison de pénuries de carburant et de coupures d'électricité, tandis que la pauvreté reste élevée, avec 65,7 % de la population vivant dans l'extrême pauvreté. En Guinée équatoriale, en revanche, le rebond du secteur pétrolier a entraîné une croissance de 4,7 %. Malgré une croissance modérée et une baisse de l'inflation, le taux de pauvreté reste élevé et augmente dans tous les pays d'Afrique centrale. Environ 33 % des 61 millions d'habitants de la région vivent dans une situation d'extrême pauvreté, définie par un revenu inférieur à 2,15 dollars par jour (en parité de pouvoir d'achat de 2017), contre 30,6 % en 2023. La croissance économique devrait se modérer pour atteindre 4,0 % en 2024, grâce au rebond de la Guinée équatoriale et à la croissance soutenue de la République démocratique du Congo.<sup>16</sup>

La région reste fortement dépendante de ses sec-

teurs extractifs, qui représentent environ 75 % de ses exportations. Les ressources pétrolières, gazières et minières sont limitées et les prix des matières premières sont instables, ce qui expose les économies de la région à un degré élevé d'incertitude et de vulnérabilité.<sup>19</sup> L'inflation en Afrique était en moyenne de 4,1 % en 2024 et devrait chuter à 3,4 % en 2025. À la suite de la réforme politique de 2024, notamment celle qui a affecté les recettes fiscales et non fiscales de l'économie centrafricaine, les perspectives de réduction du déficit public se sont accrues et la mobilisation des recettes intérieures a été considérablement stimulée. La consolidation de la paix et de la sécurité intérieure, le redressement de l'approvisionnement en énergie et en carburant et l'accélération de la mise en œuvre des projets en instance, notamment le corridor Pointe-Noire-Bangui financé par la Banque africaine de développement, sont autant d'éléments favorables à ces perspectives.<sup>20</sup>



## Afrique de l'Ouest

En 2024, l'économie de l'Afrique de l'Ouest a fait preuve de résilience et de croissance, les projections indiquant une augmentation du PIB et une légère baisse de l'inflation à 20,3 %, bien que des défis tels que l'insécurité, les problèmes de gouvernance, le stress climatique, l'insécurité alimentaire et les pressions démographiques aient continué à persister. Le taux d'inflation à deux chiffres en Afrique de l'Ouest est largement dû à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, en partie attribuée à la guerre entre la Russie et l'Ukraine.<sup>16</sup>

L'insécurité en Afrique de l'Ouest a entraîné des pertes en vies humaines, des destructions matérielles et un manque de confiance de la part des investisseurs nationaux et étrangers, créant ainsi un cercle vicieux de famine et de déplacement qui nécessite une aide humanitaire et menace sérieusement la stabilité socio-économique. Le taux de chômage estimé en 2024 pour l'Afrique de l'Ouest est de 3,0 %. Ces chiffres cachent toutefois une forte prévalence du secteur informel. En 2024, le taux moyen d'emploi informel en Afrique de l'Ouest de 87,3 % est supérieur aux statistiques équivalentes pour l'ensemble de l'Afrique, 83,1 %, et pour le monde, 57,8 %.<sup>17</sup>



## Afrique australe

Après des années de croissance lente et négative, l'économie de l'Afrique australe a progressé de 1,8 % en 2024. Le ralentissement de la croissance est dû à l'impact continu des taux d'intérêt élevés et des pannes d'électricité en Afrique du Sud, la plus grande économie de la région.

Le taux d'inflation s'est établi à 19,4 % et 15,5 %<sup>21</sup> en 2022 et 2023, respectivement, et à 27,7 % en 2024. En 2024, la Zambie a enregistré la plus forte inflation estimée en Afrique australe, soit 15 %. Le Lesotho et le Zimbabwe se sont classés à sa suite avec 6,4 % et 6 %, respectivement.<sup>22</sup>

En 2024, plus de 8 millions de personnes étaient au chômage, dont la majorité depuis plus d'un an. Cet effet domino, lié à la faible création d'emplois, a entravé la réduction de la pauvreté. On estime qu'environ 63 % de la population vivra en dessous du seuil de 6,85 dollars pour les revenus moyens supérieurs en 2024, ce qui correspond à 2,2 millions de personnes supplémentaires en situation de pauvreté par rapport à la période précédant la pandémie de COVID-19.

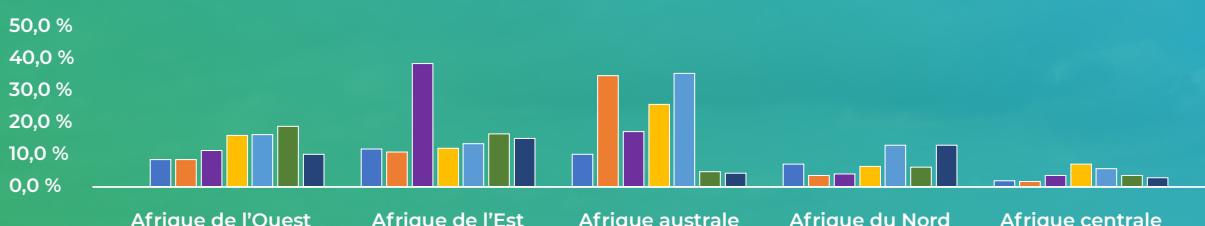


Figure 3 : Taux d'inflation en Afrique (de 2019 à 2025)

2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025

Source : Bilan économique de l'AIAFD (2022)



23 <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/bae48ff2fefc5a869546775b3f010735-0500062021/related/mpo-zaf.pdf>

24 <https://kpmg.com/xx/en/our-insights/sector-insights/global-economic-outlook-q3-2024.html>

25 <https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2024>

26 <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-new-report-highlights-africas-strengthening-economic-growth-amid-global-challenges-80967#:~:text=The%20report%2C20unveiled%20on%20the%20sidelines%20of,in%202025%20and%204.4%20percent%20in%202026.&text=The%202025%20report%20identifies%202024%20African%20nations%2C,exceed%205%20percent%20GDP%20growth%20in%202025.>

27 <https://media.afreximbank.com/afrexim/Monthly-Development-in-the-African-Macroeconomic-Environment-%E2%80%93-January-2025.pdf#:~:text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.&text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.>

## Prévisions économiques et recommandations politiques pour 2025

**E**n 2025, l'économie mondiale devrait croître de 3,2 % avant que les politiques post-électorales aux États-Unis ne ramènent la croissance mondiale à 3,0 % en 2026 (voir figure 1). Le rythme de l'inflation devrait continuer à baisser pour atteindre 3,5 % en 2025, ce qui dépend également du taux des droits de douane et de l'éventualité d'une situation de guerre commerciale généralisée. La Russie, la Turquie et les pays d'Europe de l'Est risquent d'être confrontés à l'inflation en 2025. La plupart des grandes banques centrales, à l'exception de la Banque du Japon, ont entamé des cycles de réduction des taux, car les retards dans l'effet de la politique monétaire repousseront l'effet des réductions de taux au second semestre 2025 et 2026. Ainsi, les achats de biens de consommation importants et les investissements des entreprises pourraient bénéficier d'un effet de levier, sous réserve des vents contraires liés aux tarifs douaniers de rétorsion.

En 2024, l'Afrique sera classée 11<sup>e</sup> sur la liste des économies à forte croissance dans le monde. Globalement, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel du continent devrait s'établir en moyenne à 4,3 % en 2025 (voir figure 1). La hausse prévue en 2025 sera soutenue par l'amélioration attendue des conditions économiques mondiales et par des mesures politiques efficaces. Grâce à ces résultats, l'Afrique restera la deuxième région du monde à connaître la plus forte croissance après l'Asie, avec 12 des 20 économies à la croissance la plus rapide situées sur le continent et 40 pays qui devraient atteindre des taux de croissance plus élevés que ceux de 2024. Vingt-quatre (24) pays africains, dont Djibouti, le Niger, le Rwanda, le Sénégal et le Soudan du Sud, sont sur le point de dépasser 5 % de croissance du PIB en 2025. L'inflation reste préoccupante, mais montre des signes de relâchement. Le taux d'inflation moyen du continent devrait baisser à 7,2 % en 2025, grâce à la stabilisation des chaînes d'approvisionnement mondiales et aux ajustements monétaires nationaux. L'Éthiopie est confrontée à la volatilité des devises et à des pressions inflationnistes croissantes, qui devraient atteindre 25 % en 2025. L'Afrique centrale reste une région de contrastes. L'économie angolaise devrait croître de 4,1 % en 2025, mais l'inflation reste élevée, à 28,4 %. Le Gabon est confronté à des tensions budgétaires, la Banque mondiale ayant suspendu ses versements en raison d'arriérés de paiement, tandis que la République centrafricaine se débat dans la stagnation économique.

L'économie de l'Afrique du Nord devrait croître de

3,9 % en 2025, revenant ainsi à la faible croissance qui prévalait dans la décennie précédant la pandémie. Les perspectives de croissance varient considérablement d'un pays à l'autre en raison des différences de diversification économique, de dotation naturelle et de dépendance aux hydrocarbures. Les efforts de diversification soutenus par une politique budgétaire expansionniste stimuleront l'économie non pétrolière en augmentant les investissements, ce qui renforcera l'emploi et la consommation domestique. L'extrême pauvreté devrait augmenter à court terme, culminant à 3,5 millions de personnes (1,6 % de la population) en 2025. La pauvreté devrait ensuite diminuer de telle sorte qu'en 2043, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 1,90 USD dans la région sera de 1,5 million, soit 0,6 % de la population. Ce chiffre sera inférieur de 20,3 % à la moyenne africaine.

L'économie de l'Afrique de l'Ouest devrait croître de 4,1 % en 2025, grâce aux réformes structurelles, à l'intégration régionale et à la diversité des stratégies économiques des principaux pays. Les pressions inflationnistes se sont atténuées, entraînant une baisse de l'inflation en fin d'année ainsi qu'une diminution de l'inflation moyenne en 2024, laquelle pourrait se stabiliser autour de 10,9 % en 2025. À l'exception du Ghana, de la Sierra Leone et du Nigéria, tous les pays devraient connaître une croissance de 5 % ou plus en 2025. Au Nigeria, la croissance économique la plus importante de la région devrait rester timide, reflétant l'impact négatif des programmes de stabilisation macroéconomique sur la consommation des ménages et l'activité des entreprises, ainsi que les défis structurels qui ont constamment entravé la croissance de la productivité.

La croissance économique en Afrique centrale devrait se modérer à 3,9 % en 2025, avant de remonter à 4,1 % en 2026, soutenue par le rebond attendu en Guinée équatoriale et par la croissance régulière en République démocratique du Congo. L'économie de l'Afrique australe devrait croître de 3,0 % en 2025 et de 3,1 % en 2026. Ce rebond marque la première fois depuis 2021 que la croissance régionale dépasse les 2 %. Il s'explique par les solides performances attendues en Eswatini, en Zambie et au Zimbabwe, où la croissance devrait atteindre 5 % ou plus, dans le cadre d'une reprise significative après l'impact négatif d'une grave sécheresse en 2024. À l'exception de l'Afrique du Sud, de la Namibie et du Lesotho, les économies de la région devraient croître de 3 à 4 % en 2025.

- 28 <https://media.afreximbank.com/afrexim/Monthly-Development-in-the-African-Macroeconomic-Environment-%E2%80%93-January-2025.pdf#:~:text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.&text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.>
- 29 <https://www.afdb.org/en/documents/north-africa-economic-outlook-2024>
- 30 <https://futures.issafrica.org/geographic/regions/north-africa/#:~:text=This%20means%20that%20the%20region,less%20than%201%25%20by%202043.>
- 31 <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/africa-dominates-list-worlds-20-fastest-growing-economies-2024-african-development-bank-says-macroeconomic-report-68751#:~:text=West%20Africa:%20Growth%20is%20projected,of%20gains%20amid%20growing%20uncertainty.>
- 32 <https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2025>

## Recommandations politiques pour 2025

Le changement climatique, l'inflation mondiale élevée et les fragilités persistantes des chaînes d'approvisionnement resteront des facteurs potentiels de ralentissement de la croissance en Afrique. Alors que l'inflation diminue progressivement, il sera primordial de mettre en œuvre une politique qui maintienne la tendance à la baisse. Cette politique sera une combinaison de politique monétaire restrictive, de consolidation fiscale et de taux de

change stables. Les pays africains sont invités à investir davantage dans le capital humain et à poursuivre une stratégie d'industrialisation et de diversification fondée sur les ressources, afin de permettre au continent d'exploiter ses avantages comparatifs et de renforcer sa résistance aux chocs. Les autres recommandations politiques sont les suivantes :



Les programmes prévus par l'Association pour 2024 ont été mis en œuvre. Ils comprenaient des activités statutaires ainsi que d'autres initiatives axées sur le plaidoyer, le renforcement des capacités, la gestion des connaissances, la recherche et la gestion de l'information. Leur exécution a été ajustée en fonction des ressources financières et humaines disponibles au sein du Secrétariat.

## Communication et coopération

### Communication

La performance de l'AIAFD en matière de communication s'est nettement améliorée en 2024. Le volume des publications a connu une progression significative, avec une augmentation de 100 % des produits de connaissance, de 43 % des articles, et de 33 % des bulletins d'information. Les publications sur les réseaux sociaux – Facebook, Twitter et LinkedIn – ont enregistré une hausse de 2 %. Le nombre d'abonnés a augmenté de 23 %, ce qui témoigne d'un engagement fort de la part des parties prenantes. Le site web de l'Association a connu une hausse remarquable de 154 % du nombre de visites, illustrant l'efficacité renforcée de la stratégie de communication numérique. Ces résultats témoignent de l'engagement constant de l'AIAFD à renforcer ses canaux de communication et à élargir sa portée auprès de ses publics cibles.

Dans l'ensemble, les efforts déployés en 2024 ont permis une croissance notable sur l'ensemble des plateformes de l'Association. Les progrès observés en matière de publications, d'activité sur les réseaux sociaux et de fréquentation du site web témoignent d'un engagement accru du public et d'une stratégie efficace visant à renforcer et élargir la portée de nos actions. Ces progrès reflètent l'engagement de l'organisation à renforcer ses canaux de communication et sa capacité à s'adapter à l'évolution du paysage numérique.

### Coopération

L'AIAFD a maintenu des partenariats solides avec plusieurs organisations clés, renforçant ainsi son rôle au sein de l'écosystème du financement du développement. Parmi ses partenaires figurent notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), la Fédération mondiale des institutions de financement du développement (FEMIDE), l'Agence française de développement (AFD), l'initiative Finance en commun (FiCS), l'Organisation européenne pour le développement durable (EOSD), l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC), *Making Finance Work for Africa* (MFW4A),

*Investment Climate Reform (ICR) Facility*, l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI), Centre for Sustainability Transition (CST) de l'Université de Stellenbosch (Afrique du Sud), l'Université de St Andrews (Écosse, Royaume-Uni), *Africa Finance Corporation* (AFC), l'Association des institutions de financement du développement d'Asie et du Pacifique (ADFIAP), et l'Association latino-américaine des institutions de financement du développement (ALIDE). Ces collaborations ont joué un rôle déterminant dans la promotion du financement du développement et dans la réponse aux besoins spécifiques des IFD africaines.





### i. Renforcer la collaboration stratégique avec la Banque africaine de développement (BAD)

L'AIAFD a consolidé son partenariat de longue date avec la BAD, qui a continué à soutenir des initiatives clés, notamment l'Assemblée annuelle de l'Association tenue à Nairobi, ainsi que d'autres engagements stratégiques. La collaboration avec le Département du développement du secteur financier de la BAD s'est particulièrement concentrée sur trois axes prioritaires : le financement de l'action climatique, l'accès aux services de la Banque, et l'alignement avec sa stratégie décennale.

L'AIAFD a intensifié ses efforts pour mobiliser les IFD nationales autour de l'action climatique, notamment à travers son Groupe de travail sur le changement climatique (GTCC) et son Forum des économistes, qui pilotent des études de développement. Ces initiatives visent à promouvoir un avenir plus vert et une prospérité partagée sur le continent africain. Par ailleurs, l'Association a renforcé son engagement auprès des plateformes affiliées à la BAD, telles que l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) et *Making Finance Work for Africa (MFW4A)*, afin de promouvoir un financement durable et un développement inclusif.

La BAD a réaffirmé son engagement à soutenir les IFD bien gouvernées et à participer activement aux activités de l'AIAFD, contribuant ainsi à renforcer les liens institutionnels et à favoriser une collaboration plus étroite avec les membres de l'Association.

### ii. L'AIAFD et l'initiative *Finance en commun* – une coalition mondiale de banques publiques de développement

L'AIAFD a poursuivi son engagement actif au sein de l'initiative *Finance en commun* (FiCS), un partenariat mondial réunissant les banques publiques de développement (BPD) autour de l'objectif commun d'aligner les flux financiers sur les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris. L'Association a participé de manière stratégique à plusieurs réunions et initiatives clés. Lors de la réunion virtuelle du Comité exécutif de l'initiative FiCS, tenue le 23 juillet 2024, l'AIAFD s'est jointe à plus de 100 parties prenantes mondiales pour discuter des résultats du G20, des préparatifs du Sommet FiCS 2025, ainsi que des initiatives visant à réduire le coût du capital pour les emprunteurs à faible revenu. Cette réunion a également permis de présenter le prochain appel à projets du *Finance in Common Lab* pour le financement de l'action climatique, et de confirmer la tenue du prochain sommet à Cape Town, en Afrique du Sud, du 26 au 28 février 2025, où l'AIAFD était appelée à

jouer un rôle central.

L'AIAFD a également pris part à la réunion inaugurale du Réseau mondial de recherche (*Global Research Network, GRN*) sur les BPD, le 3 septembre 2024. Cette rencontre a mis en lumière la nécessité d'une contribution africaine renforcée à la recherche, et a défini quatre axes prioritaires de travail. La participation de l'AIAFD visait à renforcer la représentation et la collaboration africaines en vue du sommet de 2025.

Enfin, le 10 septembre 2024, l'AIAFD a participé à une réunion technique du GRN consacrée au développement d'une base de données mondiale sur les BPD. À cette occasion, le Secrétariat de l'AIAFD a présenté les travaux de l'Association et a invité les membres du réseau à participer au Forum des DG des IFD africaines de 2024, renforçant ainsi les partenariats et promouvant l'échange de connaissances au bénéfice de ses membres.

### *iii. Collaboration entre l'AIAFD et AlHuda CIBE dans le domaine de la finance islamique*

L'AIAFD a initié une collaboration stratégique, une institution basée aux Émirats arabes unis, dans le but d'explorer les opportunités offertes par la finance islamique et les mécanismes de financement alternatif pour les IFD africaines. Ce partenariat vise à sensibiliser les IFD membres aux principes et instruments de la finance islamique, à promouvoir la diversification des produits et services financiers, et à renforcer l'inclusion financière sur le continent. Il comprend également un volet de recherche

appliquée dans le domaine de la finance islamique. Un protocole d'accord a été signé pour formaliser cette collaboration, accompagné de l'adoption d'un plan de travail pour 2025. Cette initiative devrait permettre le développement de produits financiers innovants, adaptés aux contextes locaux, et contribuer à l'élargissement de l'accès au financement à travers des solutions conformes aux principes de la finance islamique.

### *iv. Partenariat entre l'AIAFD et l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI)*

L'AIAFD a renforcé ses efforts en matière de financement de l'action climatique grâce à un nouveau partenariat stratégique avec l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI). Lancée en 2020, l'AAI est une plateforme continentale dédiée à la sensibilisation, au renforcement des capacités et à la mobilisation de ressources en faveur de l'adaptation climatique en Afrique. Ce partenariat vise à accroître le rôle des IFD nationales dans le financement de projets résilients au climat, notamment dans des secteurs clés tels que les villes intelligentes et l'agriculture durable. Un protocole de coopération technique (PCT) a été signé entre l'AIAFD et l'AAI afin de rendre cette collaboration pleinement opérationnelle. L'AAI a activement participé au Forum des DG des IFD africaines 2024, contribuant aux discussions sur le thème : « *Financement de la transition énergétique et de la résilience au changement climatique : Quel est l'état de préparation des institutions africaines ?* »

De plus, l'AIAFD et l'AAI ont élaboré un plan de travail conjoint pour 2025, aligné sur le programme de renforcement des capacités de l'AIAFD. Ce plan permettra d'intensifier les actions liées au financement de l'adaptation climatique, consolidant ainsi l'engagement de l'AIAFD à accompagner les IFD africaines dans la construction d'un avenir plus vert, plus résilient et plus inclusif.

### *v. Partenariat entre l'AIAFD et le Centre for Sustainability Transitions (CST) pour renforcer la préparation des projets en Afrique*

La préparation de projets demeure l'un des principaux défis entravant la capacité des IFD africaines à proposer des projets alignés sur les ODD et les programmes de lutte contre le changement climatique. Pour combler cette lacune, l'AIAFD a établi un partenariat stratégique avec le Centre for Sustainability Transitions (CST) de l'Université de Stellenbosch, en Afrique du Sud. Ce partenariat vise à lever les contraintes liées à la demande dans les premières phases de développement des projets d'infrastructure, un obstacle majeur à l'augmentation du nombre de projets prêts à l'investissement sur l'ensemble du continent. Il renforcera la capacité des IFD à constituer une solide réserve de projets d'infrastructure susceptibles d'être financés.

Dans ce cadre, l'AIAFD et le CST mèneront conjointement un projet de recherche destiné à élaborer une feuille de route pour améliorer les cadres de préparation de projets et renforcer la préparation institutionnelle des IFD. Cette initiative devrait produire des résultats significatifs pour faire progresser le développement d'infrastructures durables et soutenir l'ensemble de l'écosystème du financement du développement en Afrique.

## *vi. Partenariat entre l'AIAFD et l'Organisation européenne pour le développement durable (EOSD) pour la création d'IFD africaines axées sur la durabilité*



L'AIAFD a poursuivi son partenariat stratégique avec l'Organisation européenne pour le développement durable (EOSD). Ce partenariat vise à renforcer la résilience des IFD et leur capacité à remplir efficacement leurs mandats de développement. L'AIAFD et ses membres ont activement participé à la Conférence mondiale sur le financement durable (CMFD) annuelle, organisée les 21 et 22 novembre 2024 à Karlsruhe, en Allemagne, en collaboration avec l'ADFIMI et l'ADFIAP. L'événement a mis l'accent sur l'intégration de la durabilité holistique dans les opérations des institutions financières, en présentant des étapes concrètes pour l'ancrer dans leurs pratiques de gestion.

Par ailleurs, l'AIAFD a continué à promouvoir la certification en durabilité à travers le programme SSCI

(Sustainability Standards and Certification Initiative), un programme phare d'EOSD. Cette certification dote les IFD d'outils leur permettant de se préparer aux défis futurs, de mobiliser des capitaux innovants et de canaliser efficacement les ressources vers des objectifs de développement durable. Elle contribue également à renforcer leur résilience face aux chocs macroéconomiques tout en soutenant les objectifs environnementaux. De nombreux membres de l'AIAFD se sont engagés dans le processus de certification SSCI, avec le soutien actif de l'Association tout au long des étapes de candidature et de mise en œuvre. Ce partenariat renforce l'engagement de l'AIAFD en faveur du financement durable et permet à ses membres d'attirer davantage d'investissements tout en maximisant leur impact sur le développement.

## *vii. Interaction avec des parties prenantes et des membres*

Afin de garantir que les objectifs de l'Association et les propositions de valeur offertes à ses membres soient pleinement respectés, l'AIAFD a maintenu un engagement constant auprès de ses membres et de ses parties prenantes tout au long de l'année. Ces interactions régulières ont permis de s'assurer que les services et pro-

grammes mis en œuvre répondaient effectivement aux besoins exprimés par les membres. Au-delà de la simple prestation de services, ces interactions ont contribué à renforcer les relations institutionnelles, à approfondir l'engagement des membres et à consolider le partenariat avec les parties prenantes.

## Durabilité et programmes de développement durable

L'intégration de la durabilité demeure un axe stratégique majeur pour l'AIAFD. L'Association a poursuivi l'alignement de ses programmes et activités sur les ODD et les engagements en faveur de la neutralité carbone. L'Association a également poursuivi ses efforts pour accompagner ses membres dans la mise en œuvre des ODD et dans la transition vers des émissions nettes nulles. À travers son Groupe de travail sur le changement climatique (GTCC) et d'autres initiatives, l'AIAFD a intensifié ses efforts de sensibilisation aux enjeux climatiques et à la durabilité, tout en promouvant des solutions concrètes adaptées aux réalités africaines. Ces engagements ont été mis en lumière lors de l'Assemblée annuelle 2024, du Forum des IFD africaines 2024, ainsi que dans d'autres

programmes phares de l'Association au cours de l'année.

Par ailleurs, le Secrétariat de l'AIAFD a formalisé un partenariat avec l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI) et a poursuivi les discussions avec d'autres acteurs clés du financement de l'action climatique, notamment le *Global Center on Adaptation (GCA)* et le *Global Green Growth Institute (GGGI)*. Ces démarches visent à renforcer le soutien aux IFD membres dans la mise en œuvre de leurs actions climatiques. Ces efforts témoignent du rôle de leadership de l'AIAFD dans la promotion du financement durable et de son engagement à positionner les IFD africaines comme des acteurs clés de la construction d'un avenir plus vert, plus inclusif et plus résilient.

### viii. Groupe de travail sur le changement climatique (GTCC) de l'AIAFD



Le Groupe de travail sur le changement climatique (GTCC) de l'AIAFD a été particulièrement actif en 2024. Il a organisé plusieurs réunions virtuelles au cours de l'année, ainsi qu'une réunion en présentiel le 26 mai à Nairobi, au Kenya. Ces rencontres ont permis l'adoption d'un plan d'action stratégique visant à renforcer le rôle des IFD africaines dans le financement de l'action climatique. Ce plan comprend notamment la réalisation d'une analyse des lacunes pour évaluer l'état de préparation des membres à mobiliser des financements en faveur de l'action climatique, la création d'une plateforme numérique pour faciliter l'échange de connaissances en temps réel, ainsi que l'engagement auprès des entités internationales de financement de l'action climatique afin de plaider en faveur des IFD africaines. L'analyse des lacunes, menée au cours du dernier trimestre de 2024, fournira une base essentielle pour orienter les futures interventions de l'AIAFD et établir des partenariats ciblés dans le domaine du financement de l'action climatique.

## ix. Forum des économistes de l'AIAFD (FE-AIAFD)



Dans le cadre de son initiative visant à intensifier les activités de recherche et les études socio-économiques, l'AIAFD a lancé en 2024 le Forum des économistes (FE-AIAFD). Cette plateforme a été conçue pour permettre aux économistes et aux professionnels exerçant des fonctions connexes au sein des IFD de collaborer sur les enjeux liés au financement du développement. Le Forum des économistes vise à renforcer la production de connaissances, à stimuler le dialogue politique



et à enrichir les travaux de l'Association. La réunion inaugurale du Forum s'est tenue par visioconférence le 25 septembre 2024, réunissant 39 participants. Par ailleurs, le Forum a organisé un événement parallèle lors du Forum des DG des IFD africaines de l'AIAFD 2024 à Maurice, au cours duquel les discussions ont porté sur le rôle des IFD dans la création de réserves de projets d'infrastructure bancables en Afrique.



Session d'intérêt spécial du Forum des économistes de l'AIAFD lors du Forum des DG des IFD africaines

## Renforcement des IFD avec des outils et mécanismes appropriés

### x. Mécanisme NDPSE (normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation)

L'AIAFD a poursuivi ses efforts pour renforcer la capacité institutionnelle des IFD grâce à son instrument d'évaluation phare : le mécanisme NDPSE (normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation). Le 14<sup>e</sup> exercice de révision et de notation par les pairs, mené à l'aide de ce mécanisme, s'est concentré sur quatre domaines clés : la gouvernance, la gestion opérationnelle, la gestion financière et l'impact sur le développement. Au total, 29 IFD ont participé à l'exercice d'autoévaluation de 2024. Le processus comprenait des autoévaluations internes validées par des commissaires aux comptes, puis examinées par un consultant indépendant afin de déterminer l'indice de conformité de chaque institution. Les IFD ayant obtenu un score de 80 % ou plus ont été évaluées sur leur impact en matière de développement et classées en trois catégories : A (très rassurant), B (rassurant) et C (passable, avec des domaines à améliorer).

Les résultats de l'exercice 2024 ont révélé des progrès significatifs dans tous les domaines de performance. La conformité en matière de gouvernance a atteint 93 %, celle des opérations 89 %, et celle de la gestion financière 87 %, portant la conformité globale à 90 %, contre 86 % les années précédentes. Huit secteurs ont enregistré un niveau de conformité très élevé (90 % et plus), notamment l'adéquation des fonds propres, la comptabilité et les pratiques de gouvernance. L'impact sur le développement, bien que légèrement inférieur (79 %), est resté dans une zone de conformité élevée. Sur les 26 IFD éligibles à la notation, 24 ont été évaluées : 13 ont été classées dans la catégorie A, 10 dans la catégorie B, et 1 dans la catégorie C. Ces résultats témoignent de la maturité institutionnelle croissante des IFD africaines et de leur engagement envers les meilleures pratiques en matière de gouvernance, de gestion et d'impact.

Afin de garantir l'efficacité et la crédibilité du mécanisme NDPSE, le Conseil d'administration de l'AIAFD a décidé que l'exercice d'autoévaluation serait désormais réalisé tous les deux ans à partir de 2026. Cette décision fait suite aux retours des membres, qui ont exprimé le besoin de disposer de plus de temps pour combler les lacunes identifiées avant la prochaine évaluation. Ce changement permettra également de renforcer la sensibilisation des institutions qui n'ont pas encore participé à l'exercice, en soulignant l'importance de leur engagement dans le processus. Par ailleurs, le Conseil d'administration a proposé l'introduction de frais d'évaluation afin de contribuer à la couverture des coûts supportés par le Secrétariat dans la conduite de l'exercice d'autoévaluation à l'aide du mécanisme.

Le mécanisme NDPSE demeure un outil essentiel pour identifier les forces et faiblesses institutionnelles, et renforcer les capacités des IFD africaines.



### xi. Renforcement des capacités à travers la plateforme de gestion de l'apprentissage (LMS) de l'AIAFD

L'AIAFD a franchi une étape importante dans l'expansion de ses initiatives de renforcement des capacités grâce à l'opérationnalisation de son système de gestion de l'apprentissage (LMS). Cette plateforme de formation en ligne, conçue pour l'auto-apprentissage, vise à améliorer les compétences et les connaissances du personnel des IFD.

L'Association a lancé une série de cours en ligne axés sur des thématiques clés du financement durable, notamment le financement de l'action climatique, l'égalité de genre dans le financement, et l'évaluation des risques environnementaux. Certains de ces modules sont proposés en partenariat avec l'AFD et la Facilité ICR, et sont

accessibles gratuitement. Les cours sont ouverts aux professionnels des IFD, des institutions financières et des agences de développement. Par ailleurs, l'AIAFD a entamé le développement d'un nouveau cours en apprentissage libre sur les fondements de la banque et du financement du développement. Ce cours, cofinancé par le programme COPAR de l'AFD, sera hébergé sur la plateforme LMS et devrait être disponible au deuxième trimestre 2025.

Ces initiatives illustrent l'engagement de l'AIAFD à fournir des formations accessibles, pertinentes et de qualité, contribuant ainsi au développement des compétences et à la croissance institutionnelle des IFD africaines.

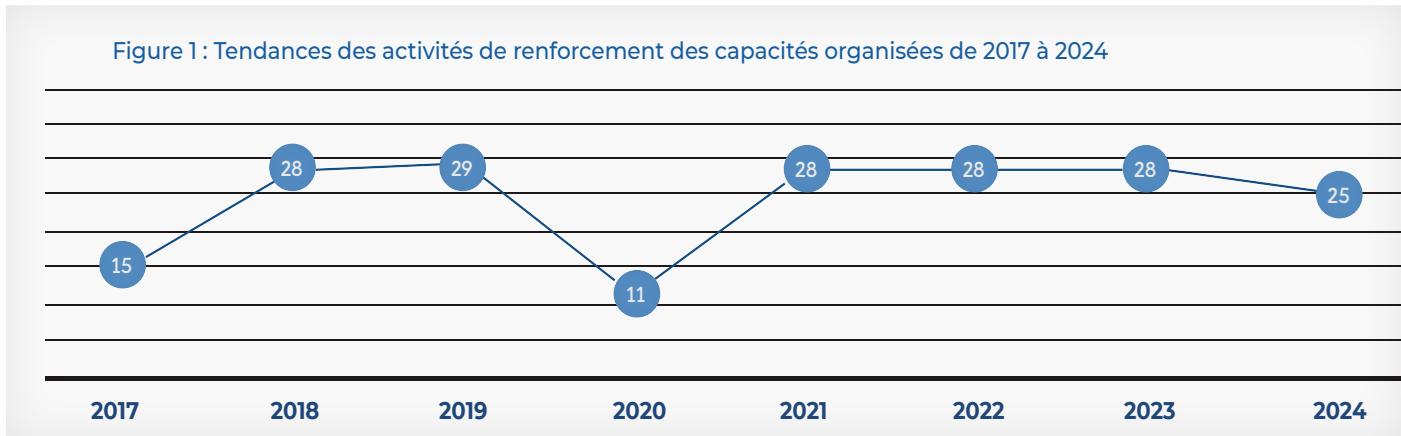
## Activités de renforcement des capacités

### Activités de renforcement des capacités 2024

En 2024, l'AIAFD a organisé 25 activités de formation, contre 28 en 2023, marquant une légère baisse du nombre d'activités de formation. Ces activités comprenaient 19 ateliers axés sur les compétences, 5 séminaires sur les politiques, ainsi qu'une visite d'étude. Au total, 840 professionnels ont participé à ces activités, soit une baisse de 21 % par rapport au niveau de participation enregistré l'année précédente. Cette baisse s'explique en

grande partie par un environnement macroéconomique difficile dans plusieurs pays membres, qui a également affecté les capacités de financement de certaines IFD nationales. Malgré ce contexte contraignant, le Secrétariat a su répondre aux attentes des membres, comme en témoigne le retour positif de l'enquête de satisfaction menée à l'issue des activités de formation.

### Tendance des activités de renforcement des capacités de l'AIAFD

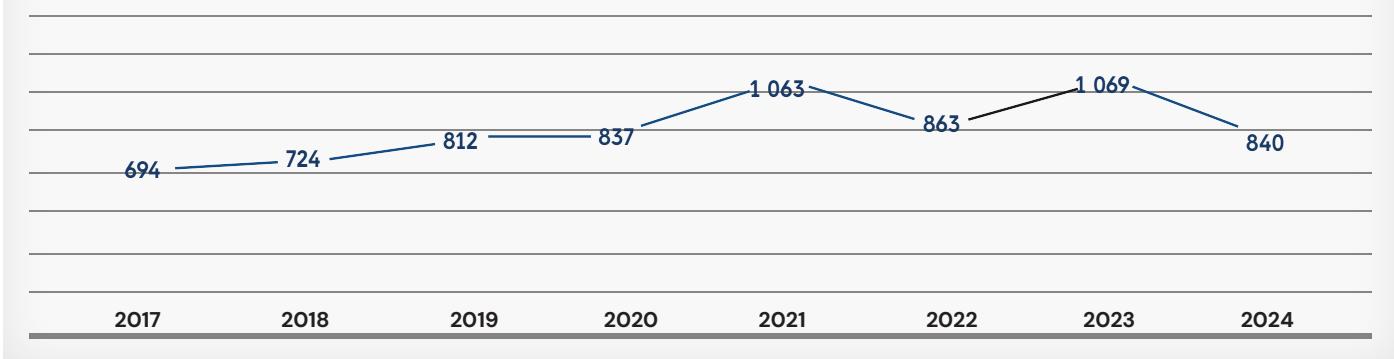


La figure 1 illustre une tendance générale à la hausse du nombre d'activités de formation organisées par l'AIAFD au fil des années, passant de 15 en 2017 à un pic de 29 en 2019. Cette dynamique a été brutalement interrompue en 2020, année marquée par une forte baisse à 11 activités, en raison de l'impact mondial de la pandémie de COVID-19. Toutefois, les chiffres ont rapidement rebondi dès 2021, atteignant 28 activités, un niveau qui s'est maintenu jusqu'en 2023, témoignant d'une reprise vigoureuse et

d'une continuité des efforts organisationnels. En 2024, une légère baisse a été enregistrée, avec 25 activités, reflétant les défis liés à un environnement opérationnel plus contraignant. Dans l'ensemble, le graphique met en évidence un parcours marqué par la croissance, une perturbation majeure, puis une résilience soutenue dans les efforts de renforcement des capacités sur une période de huit ans.



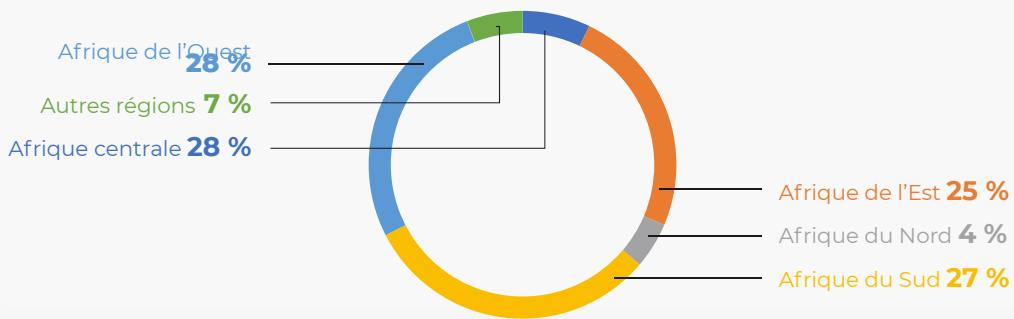
Figure 2 : Niveaux de participation aux activités de renforcement des capacités de l'AIAFD de 2017 à 2024



La figure 2 présente l'évolution du nombre de participants aux activités de renforcement des capacités au fil des années. La participation est passée de 694 en 2017 à 724 en 2018, puis à 812 en 2019, traduisant une croissance régulière. Un pic notable a été enregistré en 2021 avec 1 063 participants, suivi d'une baisse à 863 en 2022.

Le niveau de participation a rebondi en 2023, passant à 1 069. Toutefois, une légère baisse a été observée en 2024, la participation tombant à 840 personnes. Malgré ces fluctuations, la tendance générale de 2017 à 2024 montre une moyenne de 863 participants aux activités de renforcement des capacités de l'AIAFD sur la période.

Figure 3 : Participation aux activités de renforcement des capacités de l'AIAFD par régions africaines en 2024

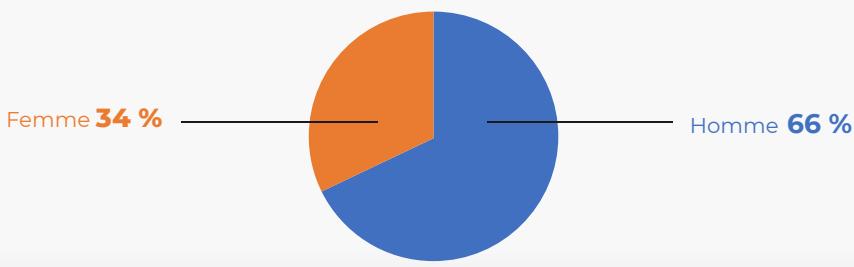


La figure 3 présente la répartition régionale des participants aux activités de l'AIAFD en 2024. L'Afrique de l'Ouest arrive en tête avec 28 %, devançant légèrement l'Afrique australe (27 %), qui occupait la première place en 2023, ainsi que l'Afrique de l'Est (25 %). Ces données montrent que ces trois régions concentrent la grande

majorité de la participation. En comparaison, l'Afrique centrale ne représente que 9 % des participants, tandis que l'Afrique du Nord affiche la plus faible participation régionale avec seulement 4 %. Enfin, 7 % des participants proviennent de régions situées en dehors des principales zones géographiques africaines.



Figure 4 : Participation aux activités de renforcement des capacités de l'AIAFD par sexe en 2024



La figure 4 illustre la répartition par sexe des participants aux activités de l'AIAFD en 2024. Elle révèle que les hommes représentent 66 % des participants, contre 34 % pour les femmes. Cet écart significatif entre les sexes reflète une tendance déjà observée l'année précédente,

soulignant la persistance d'un déséquilibre en matière de participation. Le Secrétariat de l'AIAFD travaille activement à une plus grande participation des femmes à ses activités.

#### Appui reçu pour la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités 2024

En 2024, malgré des contraintes de ressources, l'AIAFD a poursuivi la mise en œuvre de son programme de renforcement des capacités grâce au soutien précieux de ses partenaires et institutions membres. L'Association exprime sa profonde gratitude à toutes les organisations qui ont contribué au succès de ses activités de formation et de développement tout au long de l'année. Parmi les partenaires clés figurent *Development Bank of Southern Africa (DBSA)*, la Banque africaine de développement (BAD), *Export-Import Bank of India (Exim Bank of India)*, l'Agence française de développement (AFD) et la

Facilité ICR. D'autres institutions membres ont également joué un rôle déterminant, notamment *Development Bank of Mauritius (DBM)*, *Kenya Development Corporation (KDC)*, *Agriculture Finance Corporation (AFC)*, *Kenya Industrial Estates (KIE)* et *Uganda Development Bank (UDB) Ltd.*

Ce soutien collectif a permis à l'AIAFD d'offrir à ses membres des opportunités de formation et de partage de connaissances pertinentes, accessibles et de grande qualité.

#### Contribution de l'AIAFD au développement communautaire en Côte d'Ivoire – Acquisition de compétences et connaissances

Le Secrétariat de l'AIAFD a réaffirmé son engagement en faveur du développement des compétences en Côte d'Ivoire en offrant des opportunités de stage à des étudiants et jeunes diplômés. Cette initiative vise à doter les stagiaires d'une expérience pratique précieuse au sein de l'environnement professionnel de l'Association, contribuant ainsi à combler le fossé entre la formation acadé-

mique et les exigences du monde du travail. À travers ce programme, les stagiaires acquièrent des compétences concrètes, renforcent leur confiance professionnelle et améliorent leur employabilité. En 2024, cinq jeunes ont bénéficié de cette opportunité, illustrant l'engagement continu de l'AIAFD en faveur de l'autonomisation des jeunes et du renforcement des capacités locales.

## Activités statutaires

Les activités statutaires de l'Association sont les réunions du Conseil d'administration, les Assemblées générales, et les activités du Secrétariat général. Les activités de ces organes ont été organisées avec succès en 2024.

#### 50<sup>e</sup> Assemblée générale ordinaire (AGO)

La 50<sup>e</sup> Assemblée générale ordinaire (AGO) de l'AIAFD s'est tenue le 27 mai 2025 à Kenyatta International Conference Center (KICC) à Nairobi, au Kenya. Cette session marquante a permis de faire le point sur les activités de l'Association en 2024, d'approuver les décisions du Conseil d'administration, et de définir les orientations stratégiques pour 2025. L'AGO a également validé les

préparatifs de l'Assemblée annuelle 2025, qui coïncidera avec la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'AIAFD. L'événement a réuni plus de 150 participants, dont des directeurs généraux et cadres supérieurs d'institutions membres, des partenaires stratégiques, des parties prenantes clés et des observateurs.

## Atelier annuel 2024

L'Atelier annuel 2024 de l'AIAFD s'est tenu le 27 mai 2024 à Kenyatta International Conference Center (KICC) à Nairobi, au Kenya, sur le thème : « *Une feuille de route pratique pour l'accès des IFD africaines aux fonds verts* ». L'Atelier annuel faisait partie des activités majeures de l'Assem-

blée annuelle qui s'est tenue à Nairobi, au Kenya. Plus de 200 DG et cadres supérieurs d'institutions membres, de parties prenantes clés, de partenaires et d'observateurs ont participé à l'atelier, qui a été organisé en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD).



## Forum des DG des IFD africaines 2024

Le Forum des DG des IFD africaines 2024 s'est tenu du 4 au 6 novembre 2024 à Ebène, à Maurice, sur le thème « *Soutenir le financement du développement en Afrique : perspectives d'avenir* ». L'objectif général du Forum était de discuter de la manière de soutenir le financement du développement en Afrique, compte tenu des vastes besoins de financement pour les investissements dans les secteurs critiques, estimés à 402 milliards de dollars par an jusqu'en 2030.

L'événement a enregistré la participation active de plus de 150 délégués, parmi lesquels des directeurs généraux et des cadres supérieurs des IFD d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'autres régions, des représentants d'institutions multilatérales de financement du développement (IMF), des fonctionnaires des ministères de tutelle des IFD, ainsi que des représentants des banques centrales, des bourses et des opérateurs de marchés de capitaux.

Vingt-huit (28) pays étaient représentés, à savoir l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Bénin, le Botswana, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, les Émirats arabes unis, la France, le Ghana, l'Inde, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Maroc, Maurice, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, la Russie, la Sierra Leone, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda et le Zimbabwe.



Forum des DG des IFD africaines, Maurice 2024

## Conseil d'administration

En 2024, le Conseil d'administration de l'AIAFD a tenu quatre réunions ordinaires, conformément aux dispositions statutaires, afin d'assurer un suivi régulier des activités de l'Association et de maximiser son impact. Les réunions ont porté sur la mise en œuvre du plan stratégique de l'AIAFD, la gouvernance, la supervision financière, l'engagement des membres ainsi que les initiatives d'innovation.



Réunion du Conseil d'administration de l'AIAFD, Maurice, novembre 2024

## Secrétariat général

En 2024, le Secrétariat général de l'AIAFD a assuré la continuité des programmes et services essentiels de l'Association. Toutefois, malgré une exécution efficace des responsabilités opérationnelles, certaines activités ont été entravées par des défis majeurs, affectant la mise en œuvre globale des initiatives prévues. Parmi les principaux obstacles rencontrés figurent :

1

### PRESSIONS MACROÉCONOMIQUES

L'inflation persistante et la volatilité des taux de change dans plusieurs pays membres ont eu un impact direct sur les opérations des institutions nationales, réduisant leur capacité à participer activement aux activités de l'AIAFD.

2

### FAIBLE PARTICIPATION À L'EXERCICE D'AUTOÉVALUATION À L'AIDE DU MÉCANISME NDPSE

Le nombre d'institutions ayant pris part à l'exercice d'autoévaluation a diminué. Malgré plusieurs prolongations de délais et relances, la majorité des IFD nationales n'ont pas soumis les résultats de leur autoévaluation en 2024.

3

### FAIBLE PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS

Une baisse générale de la participation a été observée, notamment parmi les membres francophones, dont la représentation dans les activités de formation est restée limitée.

4

### PERTURBATIONS DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'INTERNET

Les opérations du Secrétariat ont été affectées par des coupures fréquentes d'électricité et une panne majeure d'Internet en Côte d'Ivoire, qui a notamment perturbé la tenue d'une activité de formation prévue.

5

### CONTRAINTE LIÉE AUX VISAS ET AUX DÉPLACEMENTS

Des difficultés d'obtention de visas pour certaines nationalités ont conduit à la relocalisation d'une activité initialement à Abidjan.

## Missions du président

Le président, M. Thabo Thamane, a participé à l'Assemblée annuelle de l'AIAFD qui s'est tenue du 25 et 28 mai 2024 à Nairobi, au Kenya, et a présidé la 112<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration et la 50<sup>e</sup> Assemblée générale ordinaire de l'Association.



*Interactions avec les parties prenantes de l'AIAFD, Nairobi, Kenya, 26 mai 2024.*



*Réunion du Conseil d'administration de l'AIAFD, Nairobi, Kenya, mai 2024*

## Missions du secrétaire général

Le secrétaire général de l'AIAFD a coordonné le Programme pour cadres sur les IFD axées sur la durabilité, organisé par *Uganda Development Bank (UDB) Ltd.*, qui s'est tenu du 23 au 24 janvier 2024, avec la participation de 35 dirigeants d'IFD.

Il a également coordonné et pris part à l'Assemblée annuelle 2024 de l'AIAFD, organisée du 25 au 28 mai à Nairobi, au Kenya.

Le secrétaire général a représenté l'AIAFD à la réunion du Conseil des gouverneurs de la Fédération mondiale des IFD, organisée en marge des Assemblées annuelles de la Banque mondiale, le 24 octobre 2024 à Washington DC.

Il a coordonné et pris part au Forum des DG des IFD africaines organisé par l'AIAFD et abrité par *Development Bank of Mauritius (DBM)* du 4 au 6 novembre à Ébène, à Maurice.

Enfin, il a participé à la Conférence mondiale sur le financement durable (CMFD), qui s'est déroulée les 21 et 22 novembre 2024 à Karlsruhe, en Allemagne. Cet événement, organisé en partenariat avec l'ADFIMI, l'ADFIAP et l'Organisation européenne pour le développement durable (EOSD), a mis l'accent sur la transformation de la durabilité en levier de croissance pour les entreprises.

En 2024, l'AIAFD a poursuivi l'expansion de son empreinte continentale en accueillant les sept nouvelles institutions membres suivantes, toutes engagées à faire progresser le financement du développement en Afrique :



National Development  
Bank (NDB), Botswana



Industrial Development  
Corporation of Zimbabwe (IDCZ),  
Zimbabwe,



Uganda Development  
Corporation (UDC), Ouganda



Eswatini Housing  
Board (EHB), Eswatini



Fonds d'Impulsion de Garantie et  
d'Accompagnement (FIGA), République  
du Congo



Société de Garantie des Crédits  
aux PME (SGPME), Côte d'Ivoire



Microfinance Support Centre  
(MSC) Ltd., Ouganda

Ces adhésions témoignent de l'attractivité croissante de l'Association en tant que plateforme de référence pour l'échange de connaissances, le renforcement institutionnel et l'action collective.

# Institutions membres de l'AIAFD



## MEMBRES ORDINAIRES



## MEMBRES SPÉCIAUX



## MEMBRES D'HONNEUR



## MEMBRES ASSOCIÉS



## PARTENAIRE STRATÉGIQUE





Troisième pont Henri Konan Bédié à Abidjan, Côte d'Ivoire





**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT**

Immeuble AIAFD - Boulevard Latrille rue J61 Cocody-Deux Plateaux  
06 B. P. 321 Abidjan 06 - Côte d'Ivoire

+225 27 22 52 79 40

[info@adfi-ci.org](mailto:info@adfi-ci.org) | [www.adfi-ci.org](http://www.adfi-ci.org)



aadfi/aiafd